

II 206580

MOIRE

SUR

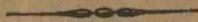
L'EMPIRE D'AUTRICHE

DANS

LA QUESTION D'ORIENT

PAR

J.-C. BRATIANO.



PARIS

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES.

IMPRIMERIE J. VOISVENEL, 16, RUE DU CROISSANT.

1855.



Biblioteca Centrală Universitară
București

COTA 04/1900

INVENTAR 134643

~~Im 1202 v.~~

Ym. A. 70. 796.

MÉMOIRE

SUR

L'EMPIRE D'AUTRICHE

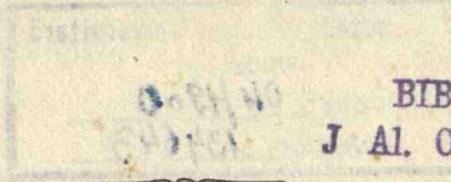
DANS

LA QUESTION D'ORIENT

PAR

J.-C. BRATIANO.

134643



BIBLIOTECA
J. AL. CANTACUZIN



PARIS

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES.

—
1855.

1956

Biblioteca Centrală Universitară
"Carol I" București
Cota 11206 580

Ro 81/3

B.C.U. "Carol I" - Bucuresti



C134643

627161



6132 886

MÉMOIRE

SUR

L'EMPIRE D'AUTRICHE

DANS

LA QUESTION D'ORIENT.

I

A l'occasion de la question d'Orient et du rôle que l'Autriche joue dans cette question, l'attention des hommes politiques s'est fixée de nouveau sur cette puissance.

Comme l'opinion qu'on exprime en général sur elle est, si je ne me trompe, pleine d'erreurs et de dangers, j'ai cru de mon devoir de consigner ici celle que je me suis formée par une étude prolongée sur les lieux mêmes.

L'Autriche est puissante ou faible, selon le point de vue où l'on se placera, selon la manière dont on agira avec elle, et selon le temps qu'on lui laissera pour se fortifier.

Depuis que Napoléon I^{er} enleva le sceptre de l'Empire allemand à la maison d'Autriche, qu'il y créa des royaumes complètement indépendants et que le réveil de l'Alle-

magne se fit sous les auspices de la Prusse, celle-ci était restée la seule puissance morale de toute la nation allemande; tandis que la maison de Habsbourg fut comme reléguée hors de la communauté germanique. En effet elle ne représentait plus rien en Allemagne. Le passé avait disparu avec le sceptre du Saint-Empire; quant au présent, loin d'aider les Allemands dans la voie où ils entraient, le gouvernement de Vienne se montrait très-hostile aux idées qui faisaient la vie nouvelle de l'Allemagne, et les persécutait au nom de la Sainte-Alliance. Et il faut jouter que l'immense majorité de la population de l'Empire autrichien appartenait à des races étrangères à la race germanique, et que tous ces Etats conservant leur individualité, leurs constitutions particulières et leurs privilèges locaux, n'étaient pas accessibles à l'influence du gouvernement central. Aussi le développement se faisait-il en faveur des nationalités, de manière que c'est le gouvernement qui risquait de se dégermaniser bien loin de pouvoir germaniser le reste de l'Empire, comme l'Allemagne l'aurait désiré. De sorte que l'Autriche se posait vis-à-vis de l'Allemagne, non-seulement comme ennemie de ses idées, mais aussi comme limite à l'élément allemand et comme adversaire de ses intérêts matériels.

La révolution de 1848 devait naturellement mettre en péril l'existence d'un Empire qui se trouvait dans une telle situation; l'Autriche en effet fut sur le point d'être démembrée, chaque race croyant le moment venu de se débarrasser de cette tutelle tracassière et de se reconstituer en nation indépendante: et l'Allemagne envisageait avec un certain plaisir la possibilité du retour au sein de la grande famille allemande, de ses enfants du pays d'Autriche, jusqu'alors enclavés, il semble, dans un empire étranger.

Aussi le salut de l'Empire autrichien ne vint-il point des Allemands mais des Hongrois.

L'aristocratie magyare, à l'ombre de sa lutte nationale contre l'absorption autrichienne, avait conservé des droits féodaux d'une grande étendue : elle avait senti pourtant, avant même que la révolution de 48 ne fût venue les lui enlever, qu'elle devait chercher ailleurs que dans ses privilèges seigneuriaux la base de sa position exceptionnelle dans la nation. Et prenant l'Angleterre pour modèle, elle tâcha de la trouver dans l'action politique et en dehors de l'Autriche : car sur ce terrain elle se sentait faible pour lutter avec les autres peuples de l'Empire, ses concurrents. Disons-le en leur honneur, ce terrain était d'ailleurs antipathique aux Hongrois, comme étranger et ennemi de leur nationalité. Elle voulut donc se créer une scène politique magyare, et pour cela elle indiqua à la masse de la nation la formation d'une grande puissance hongroise par la magyarisation des Slaves et des Roumains des pays appartenant ou qui avaient appartenu à la couronne de Hongrie.

La révolution de 48 surprit les magyares dans ce travail audacieux et brillant, mais pour eux totalement stérile : ce fut même pour les Slaves et pour les Roumains un aiguillon de plus dans le développement de leurs propres nationalités ; et le tourbillon révolutionnaire paralysant la machine gouvernementale de l'Empire, en même temps qu'il emportait les privilèges des nobles magyares, fit apparaître autant de nationalités qu'il y avait de races dans l'Empire, se déclarant toutes existantes chacune par elle-même. (1)

L'aristocratie magyare se trouvait ainsi dans le même

(1) Déclaration de la réunion de 50,000 Roumains dans la plaine de Blaje, en Transylvanie, en 1848, le 4 mai.

danger que la maison de Habsbourg. Il y eut entente tacite entre les deux adversaires qui s'étaient combattus jusque-là. Le gouvernement impérial garantit l'individualité et l'intégrité du royaume de Hongrie, en y annexant même la grande principauté de la Transylvanie; les Magyares à leur tour s'engagèrent à aider le gouvernement impérial de leur bras et de leur argent pour conserver l'unité de l'Empire; chacun, bien entendu, avec l'arrière-pensée de frustrer son associé à la première occasion favorable.

La maison de Habsbourg, revenue de l'étourdissement produit par le premier choc, s'entoura d'hommes éminents dont les intérêts étaient étroitement liés à l'existence de l'Empire, et se forma ainsi un noyau d'hommes d'Etat qui, joignant à l'habileté de la chancellerie autrichienne le courage et cette hardiessé que donne le danger, surent faire tourner les événements au profit de la restauration du gouvernement impérial.

Après que la Bohême fut soumise, le mouvement des Roumains de la Transylvanie étouffé, la Galicie paralysée, le soulèvement des Slaves du midi arrêté, et l'Italie écrasée avec le secours des Hongrois, l'Empereur se déclara pour les Slaves et pour les Roumains contre les Hongrois, et en dernier lieu accepta le secours de la Russie, ne voulant pas vaincre les Magyares par la seule force des autres nations de l'Empire; car le triomphe des Slaves et des Roumains mettait plus encore en péril le règne de la maison de Habsbourg. En effet, les quatre millions et demi de Hongrois, sans famille en Europe, et moins civilisés en masse que les autres nations, sont complètement impuissants, réduits à eux seuls, de rien fonder de sérieux; tandis que les Slaves du Danube, avec le voisinage de la docte Bohême, de la chevaleresque Pologne et de la Russie, ont une toute

autre importance. On peut en dire autant des Roumains qui, seulement en Autriche, sont en nombre égal aux Magyares, et qui, avec les autres six millions des Principautés et de la rive droite du Danube, forment une masse de plus de dix millions en confraternité étroite de race, de sang, d'esprit et de tradition avec toute la race latine qui se trouve à la tête de la civilisation.

La crise terrible que l'Empire d'autriche venait de traverser avait été jusqu'à un certain point pressentie par ses hommes d'État avant 1848. A part l'Italie, c'est en Hongrie et en Galicie que le danger était le plus imminent. Ils firent des tentatives pour y parer ; mais, d'un côté, ces tentatives furent timides, car on craignait de provoquer précisément le danger contre lequel on se voulait préserver, et, d'un autre côté, les moyens qui furent employés en Galicie, au lieu de servir le gouvernement autrichien, avaient soulevé une horreur générale contre lui. Aussi, une fois la crise de 1848 passée, il saisit aisément ce qu'il avait à faire pour sortir de cet état précaire qui résultait de la composition de son Empire ; car, si dans le passé un Empire composé d'éléments hétérogènes avait été possible, avec les conditions sociales de l'Europe d'aujourd'hui, il devenait de plus en plus difficile ; c'est-à-dire qu'il devait parvenir par l'assimilation à se transformer en un seul corps homogène, ou sinon se dissoudre forcément tôt ou tard.

L'Autriche savait donc que si la rivalité des nations englobées dans son Empire l'avait préservée une fois, c'était la dernière. Déjà même il s'en était peu fallu que les Slaves, les Hongrois et les Roumains ne s'entendissent ; les bataillons russes arrivèrent à temps pour empêcher cette entente. Elle se mit donc tout de suite à l'œuvre pour germaniser tout l'Empire.

Appuyé sur les baïonnettes russes, le gouvernement

impérial ne ménagea pas plus les Slaves et les Roumains que les Hongrois. Il enleva aux Slaves le peu d'armes qu'on leur avait données pour lutter contre les Hongrois. Le niveau de l'état de siège s'étendit indistinctement sur toutes les races de l'Empire, et les constitutions des différents États, leurs administrations et lois particulières firent place à une législation et une administration uniformes.

Quand les armées russes se retirèrent, tous ces pays furent envahis par une armée tout autrement dangereuse : une armée d'employés autrichiens, dont tous étaient, sinon allemands, du moins revêtus de l'uniforme impérial, sortant des chancelleries du gouvernement, ne se servant que de la langue allemande, et répartis de manière que chacun fût toujours employé hors de son pays natal, et toujours noyé parmi des employés allemands. La connaissance de la langue allemande devint une nécessité, non-seulement pour ceux qui aspiraient aux emplois, mais aussi pour ceux qui ont forcément des affaires avec l'administration, c'est-à-dire pour tout le monde; et la loi martiale, sous la protection de laquelle s'organisa et se fortifia cette administration, ne fut levée sur une grande étendue qu'au mariage du jeune Empereur, *et ne cessa même en Transylvanie que depuis la guerre actuelle.*

Avant la crise révolutionnaire de 1848 et 1849, l'armée aussi était organisée par États, et présentait la même hétérogénéité que l'Empire. Il y avait une armée hongroise, des régiments de gardes-frontières de la Transylvanie et d'autres provinces, des chasseurs tyroliens, et ainsi de suite; mais une armée autrichienne proprement dite n'existait que de nom. J'ai assisté moi-même à une lutte sanglante entre un régiment allemand et un régiment polonais.

C'est cette organisation de l'armée par nationalités qui fit triompher si facilement les insurrections nationales en 1848. Mais après le triomphe du gouvernement impérial l'armée reçut aussi, à l'exemple de toutes les autres branches de l'administration, une organisation unitaire, et, en ce moment, l'Autriche possède la plus belle armée qu'elle ait jamais eue. Il reste cependant plus d'une inquiétude au gouvernement autrichien, et, entre autres, il faut mentionner la licence et l'esprit d'indiscipline d'une armée qui l'a sauvé, non pas au nom de la patrie, — l'Empire autrichien étant la mort de chaque nation, — mais séduite par des promesses et des flatteries, et qui, aujourd'hui encore, a la conscience qu'elle fait toute la force de son gouvernement, sans que ce sentiment soit balancé par celui du devoir de citoyen. Ce qui est plus grave encore, c'est le souvenir du drapeau hongrois, polonais, bohême, italien et roumain, qui est vivace dans le cœur des soldats, et même bien plus qu'avant 1848, la révolution leur ayant donné des sentiments, des idées et des droits qui n'étaient auparavant qu'à l'état latent. Aussi ce que l'Autriche craint le plus aujourd'hui, ce n'est point tant la guerre, mais un choc au nom des nationalités ; et elle fera tout pour l'éviter, jusqu'à ce que les droits lésés, les promesses violées, le froissement des sentiments les plus sacrés soient oubliés et que d'autres intérêts et d'autres sentiments prennent le dessus, jusqu'à ce qu'enfin le drapeau autrichien fasse oublier le drapeau national.

Il n'y a que quelques années écoulées depuis que la moitié de l'empire d'Autriche se trouvait sous le régime féodal. Si la maison d'Habsbourg croyait retirer certains avantages de ce régime, il n'en donnait pas moins beaucoup de soucis à son gouvernement ; et de plus il était une cause de faiblesse pour l'Empire ; c'est surtout son

trésor qui en souffrait davantage. Ses vieilles formes sociales brisées par la révolution de 1848, le revenu de l'Empire a presque doublé; et cet accroissement continuera à suivre une échelle progressive supérieure à celle des autres États européens; car les pays qui le composent sont des plus riches de l'Europe, et leurs richesses brutes sont encore intactes, puisqu'elles sont pour la première fois ouvertes à l'industrie et au commerce libre. Il est vrai que l'Autriche a une dette formidable, accrue encore par la dernière crise de 48, et que son crédit a de la peine à s'établir; mais qu'on lui laisse quinze ans de répit, et ses finances seront les plus florissantes de l'Europe.

Même avant 1848, le gouvernement autrichien savait le profit qu'il pouvait tirer du développement industriel et commercial. En 1846, un général russe demandait en ma présence, avec beaucoup de sollicitude, à un homme d'État autrichien, comment il ferait pour étouffer les agitations qui se manifestaient partout, et surtout en Hongrie. L'Autrichien lui répondit que c'était en favorisant le développement des villes qui sont composées d'éléments étrangers et attachées par leurs intérêts à l'Autriche.

Celui qui aura étudié depuis les actes du gouvernement de Vienne, restera convaincu qu'ils ont été conformes à ce principe. Ce gouvernement a tâché de donner une grande extension au mouvement commercial et industriel; de pousser toute l'activité des populations dans cette voie, et de former de grands intérêts solidaires de l'existence de l'Empire.

Il était parvenu, par ces moyens, à se créer des instruments dans l'aristocratie hongroise elle-même, qui était à la tête du mouvement national.

L'un des hommes les plus remarquables de ce pays,

le comte Szechenyi, seconda complètement le système de l'Autriche, espérant bien entendu le faire tourner au profit de sa patrie; mais les intentions ne suffisent point, et il se trouva tellement entraîné sur cette pente que, dans les années qui précédèrent la révolution, il était devenu le plus chaud partisan de l'Autriche.

Le gouvernement impérial avait donc raison; les intérêts matériels, développés dans certaines conditions, peuvent troubler la conscience et étouffer les intérêts moraux.

Quand il se vit encore une fois maître, et cette fois-ci sans les entraves de la vieille Autriche, les questions économiques furent l'une des premières qui attirèrent son attention. Voilà pourquoi, en dépit des traditions et des puissantes oppositions, on conserva au pouvoir, après la crise révolutionnaire, des hommes tels que MM. Bach et Bruck, qui n'ont d'autres titres que d'être compétents dans les questions économiques et de représenter jusqu'à un certain point les intérêts de cet ordre.

Le progrès rapide de l'industrie autrichienne, les voies ferrées qui commencent à rayonner dans tous les sens et qui vont mettre toutes les provinces de l'Empire en communication; le développement qu'acquiert tous les jours, tant la navigation à vapeur du Danube que celle de l'Adriatique, qui desservent à elles seules toute la mer Noire; l'importance croissante que prend Trieste et tous les ports de ce littoral; de plus, la grande extension du commerce autrichien dans l'Empire ottoman et les agents consulaires que le gouvernement autrichien a établis presque dans toutes les villes d'Orient, prouvent qu'il travaille avec autant d'intelligence que de profit, et que bientôt la voie de Trieste et celle du Danube absorberont toutes les relations commerciales de l'Europe avec l'Asie.

Les sujets de l'Empire trouveront dans la prospérité matérielle que leur ouvre l'action du gouvernement autrichien une compensation aux privations de choses d'un ordre supérieur (1), qu'on est trop souvent porté à oublier quand les besoins ordinaires de tous les jours sont satisfaits ; c'est ainsi que l'Empire autrichien parviendrait à intéresser l'Europe et ses sujets à son existence.

Enfin, la colonisation de ses Etats du sud-est par des Allemands est le dernier et certainement le plus puissant moyen que le gouvernement de Vienne met en œuvre pour germaniser et consolider l'Empire. La réussite n'est point impossible, et même elle est facile.

La révolution, qui a rendu la liberté aux paysans et les a déclarés propriétaires, avec rachat, n'a pas assez duré pour garantir à tous cette propriété, et surtout en quantité suffisante pour qu'elle pût devenir pour les cultivateurs et pour le pays une source de prospérité. La révolution étouffée, on éluda la question autant que possible, de sorte que, non-seulement tous les paysans ne devinrent pas propriétaires sur la terre qu'ils avaient cultivée jusqu'alors, mais ceux-là mêmes qui eurent cette propriété la virent réduite à si peu de chose, que le cultivateur, en y absorbant toutes ses forces, y trouve à peine le nécessaire pour se nourrir lui et sa famille. D'un autre côté, l'indemnité des anciens seigneurs, devenue presque illusoire, et les établissements de crédit foncier faisant défaut, les immenses domaines qui leur restent encore sont en friche faute de capitaux. Les

(1) D'ailleurs, même de ce côté, l'Autriche s'efforce, tout en conservant son système gouvernemental, de s'attirer les sympathies de la docte Allemagne. Ainsi, par exemple, on voit depuis 1848, dans les universités de Vienne, des chaires d'économie politique et de philosophie, et occupées par quelques savants professeurs appelés des universités de l'Allemagne.

grands propriétaires, étant d'anciens grands seigneurs, sont très-peu propres à faire de l'agriculture avec les nouvelles conditions économiques qu'a créées l'abolition du servage, et la classe des fermiers cultivateurs ne se forme qu'à la longue. Aussi voit-on, d'une part, toute la population appliquée misérablement à presser une petite surface de terrain pour lui faire rendre le nécessaire, et de l'autre, d'immenses propriétés désertes et en friche, de sorte que la gêne des grands propriétaires est plus grande que celle des cultivateurs, et la propriété se trouve ainsi à la disposition et à la discrétion des capitaux étrangers.

L'Autriche a saisi cette situation favorable à la colonisation, et depuis 1850 elle a provoqué des sociétés pour coloniser avec des Allemands les pays du bas Danube, en commençant par la Hongrie.

Ce projet avait tant d'attrait pour le gouvernement, et était si facile à réaliser, qu'en dépit de sa prudence et de son habileté traditionnelle, il s'y livra avec ardeur, et éveilla l'opinion publique; déjà, il se croyait obligé à y apporter quelque modération, quand la question d'Orient lui fit une situation telle qu'il pensa être assez fort pour reprendre son projet favori (1). Seulement, cette fois il lui donne une plus grande extension, en l'appliquant même aux pays qui ne lui appar-

(1) Au milieu des apprêts militaires du présent se préparent aussi chez nous des conquêtes pacifiques. La question de colonisation est de nouveau agitée. Le docteur Stain, savant économiste de Kiel, qui s'est récemment établi à Vienne, s'occupe beaucoup de cette question. L'émigration pour l'Amérique a beaucoup augmenté dans ces dernières années, notamment dans le duché de Schleswig-Holstein. On dit qu'un propriétaire du Schleswig a l'intention de transporter à ses frais en Hongrie, sous certaines conditions, un certain nombre de familles qui veulent émigrer en Amérique.

tiennent point : aux principautés roumaines (1). Et l'appliquer ainsi est un acte de haute politique ; c'est faire voir, en effet aux Allemands, qu'elle ouvre un Mississipi en Europe, même sur leurs propres frontières, et qu'ainsi, dans peu de temps, la *patrie allemande* s'étendra du Rhin à la mer Noire. C'est une idée bien propre à séduire l'Allemand le plus ennemi de l'Autriche. Et ce ce n'est point une utopie, quand on sait que chaque année il y a des centaines de mille familles allemandes qui franchissent l'Océan pour trouver des terres à cultiver.

Cette émigration ne se ferait-elle pas sur un plus grand pied, si les émigrants n'avaient plus à parcourir que peu d'espace, avec des frais minimes, et sans le danger de la traversée et du changement de climat.

Quand on connaît la nature envahissante des Allemands, quand on jette les yeux sur la Bohême et la Posnanie, à moitié germanisées, peut-on ne pas craindre que les Allemands, supérieurs en civilisation aux populations du bas Danube, et aidés par la protection du gouvernement, ne parviennent à germaniser tout ce beau et riche pays qui s'étend depuis les portes de Vienne jusqu'à la mer Noire ?

Ainsi, forcer les habitants à apprendre l'allemand, prendre de chaque nation la portion intelligente et la dénationaliser par des emplois dans des pays étrangers, absorber l'activité des populations dans le mouvement industriel et commercial sous la dépendance du gouvernement et sans aucun caractère national, coloniser les pays slaves, hongrois et roumains avec des Allemands, voilà les quatre principaux moyens dont se

(1) L'Autriche vient de proposer au gouvernement valaque actuel de faire venir en Valachie 60,000 familles allemandes à qui l'on donnerait des terres. On les a refusées aux paysans indigents.

sert l'Autriche depuis 1848 pour germaniser l'Empire.

C'est un travail que j'ai suivi sur les lieux mêmes pendant 1850 et 1851, et, en raison des efforts qu'y apporte le gouvernement, j'ai compris l'importance qu'il y attache. Les avantages qu'il en obtiendrait seraient, en effet, immenses, incalculables : d'abord l'unité à l'intérieur et dans des conditions telles que la volonté du gouvernement serait souveraine, absolue ; car de lui seul dépendrait l'existence de tous ces colons germains ainsi que celle des indigènes qui se germanisent ; à l'extérieur, en devenant puissance allemande avec des titres supérieurs à ceux des autres membres de la Confédération, l'Autriche ressaisirait le sceptre de l'empire germanique.

L'unité nationale est un besoin de l'époque ; il prime tous les autres pour les peuples qui ne l'ont point encore. La France a retiré trop d'avantages de cette unité pour qu'elle ne tente pas les autres pays. Aussi est-on disposé aujourd'hui à lui tout sacrifier, et en Allemagne plus que partout ailleurs cette question absorbe tous les esprits, surtout depuis 1848.

Les Allemands, qui se considèrent comme le premier peuple du monde, attribuent à l'absence de cette unité le rôle secondaire qu'ils jouent dans la république européenne.

C'est en raison de cette soif d'unité qu'en 1848 l'archiduc Jean fut reçu à Francfort comme vicaire de l'Empire, aux acclamations de toute l'Allemagne. Quoique sa qualité d'Autrichien fût en ce temps-là très-compromettante ; mais on le croyait partisan de l'unité allemande, et cela suffisait pour le rendre populaire. Quelques mois plus tard, si le roi de Prusse avait accepté la couronne impériale, toute l'Allemagne aurait été encore une fois pour lui, en dépit de l'étrangeté de son caractère et de sa conduite politique.

Dans l'espace de toute cette première période, l'Autriche n'osa point faire ouvertement de l'opposition à la Prusse; elle en fut réduite à des cajoleries et à des intrigues occultes. Ce n'est que lorsque le roi Frédéric-Guillaume eut épuisé toute la bonhomie et toute la crédulité allemande, et que tout espoir en lui fut impossible, que l'Autriche lui enleva tous les avantages qu'un demi-siècle avait accumulés en faveur de la maison de Hohenzollern.

Les tentatives que le roi de Prusse et M. de Radowitz firent avec leur parlement d'Erfurth, puis lors de l'affaire de Hesse-Cassel, pour ressaisir l'omnipotence que le roi avait refusé de recevoir des mains du parlement de Francfort devaient échouer, même sans les notes énergiques et les démonstrations armées de l'Autriche (1); il suffisait des intérêts opposés de ces souverains, avec le concours desquels on voulait reconstruire un empire allemand; car l'unité de l'Allemagne sans le roi de Prusse, étant la médiatisation plus ou moins prochaine de tous les souverains de l'Allemagne, elle ne peut se faire que par un mouvement national populaire, et c'est précisément ce mouvement que le roi Frédéric-Guillaume a dédaigné.

C'est dans cet état que se trouvait l'Allemagne quand l'Autriche, ayant fini sa terrible lutte de l'intérieur, se présenta avec tout le prestige et toute la confiance en soi que lui donnait un triomphe inattendu.

Ce n'était plus la vieille Autriche, véritable musée de tous les préjugés du vieux régime, ennemie de la jeune Allemagne, mais une Autriche rajeunie par la révolu-

(1) La Prusse devrait se rappeler aujourd'hui que c'est dans la Russie en particulier que l'Autriche puisa sa hardiesse en cette occasion comme dans bien d'autres.

tion et gardant en même temps son caractère de puissance conservatrice. C'était une Autriche qui, n'ayant rien perdu de son habileté traditionnelle, avait gagné en énergie et en hardiesse. Ce n'était plus enfin cette puissance amphibie, avec des intérêts plutôt hostiles à ceux de l'Allemagne, mais bien cette fois-ci une puissance allemande qui a brisé toutes les barrières que ses divers États opposaient à l'Allemagne du côté de l'Orient.

C'est elle qui lui ouvre aujourd'hui la Méditerranée par l'Adriatique, la mer Noire par son principal affluent le Danube, et qui déjà lui laisse voir en perspective, sinon la domination, du moins l'exploitation de l'Orient. Aussi, depuis le commencement de 1851, l'influence de l'Autriche devint toute-puissante. Elle reconstitua la diète de Francfort comme elle le voulut, introduisit dans la confédération tous ses États non Allemands, fit décréter toutes les mesures qu'elle trouva à sa convenance, ébrécha la grande œuvre de la Prusse, le Zollverein, et le modifia selon les intérêts de son Empire.

L'Autriche, s'acheminant ainsi à grands pas vers son but, avait pourtant une grande tache aux yeux, non-seulement du reste de l'Europe, mais de l'Allemagne; c'était la position humiliante que lui avait faite l'intervention russe de 1849. Car, il faut remarquer que si les gouvernements allemands et une certaine classe d'hommes sont devenus plus russolâtres depuis 1848, les sentiments du peuple allemand, en général, ont marché dans un sens opposé. L'Allemagne a eu de grandes déceptions depuis 1848, et elle en attribue une partie à la Russie, dont l'attitude vis-à-vis les Allemands, depuis 1851 surtout, a froissé l'orgueil et même la juste dignité de la nation.

Mais les événements devaient venir cette fois-ci encore

à son secours et lui donner l'occasion de se débarrasser du reproche de vassalité.

C'est la question d'Orient qui, malgré les risques qu'elle lui fait courir, lui a donné le moyen, non-seulement de reprendre son indépendance, mais même de changer de rôle vis-à-vis de la Russie, et si on n'y prenait pas garde, l'Autriche pourrait gagner plus de terrain en un instant qu'elle n'aurait pu le faire en cinquante années d'un travail ordinaire.

II

Jusqu'à quel point l'Autriche a-t-elle été complice de la Russie dans la guerre actuelle, c'est ce qu'il est réservé au temps de nous dire. La Russie elle-même viendra peut-être un jour nous le révéler et rejeter sur l'Autriche la part de responsabilité qu'elle a eue ici, comme naguère, dans le partage de la Pologne, puis dans l'affaiblissement de la Turquie. Alors, nous comprendrons la mission du comte de Leiningen à Constantinople, et comment l'Autriche, qui sortait à peine d'une catastrophe, fit pendant que le volcan révolutionnaire fumait encore une démarche des plus hardies qui devait inquiéter, non-seulement la France et l'Angleterre, mais la Russie elle-même, peu disposée à partager avec sa voisine une domination jusqu'alors exclusive.

On se rappelle, en effet, que l'ultimatum du comte de Leiningen n'était ni moins attentatoire à l'indépendance et à la dignité de la Porte, ni moins catégorique que celui du prince Mentschikoff. Quel danger imminent courait donc l'Autriche, de la part de la Turquie, pour qu'elle se décidât à un acte si hardi et si préjudiciable à cette indépendance de la Turquie, pour laquelle



elle manifeste aujourd'hui tant de sollicitude au point de protéger *deux de ses provinces* contre la Russie. Comment la prudente Autriche créait-elle un pareil antécédent, elle qui connaissait mieux que personne, non-seulement les tendances de la Russie, mais ses projets les plus intimes sur la Turquie, projets que, pour le dire en passant, les généraux russes, indiscrets comme toujours, alors que cela plaît à leur maître, trahissaient tout haut dans la guerre de Hongrie, en portant des toasts à leur prochain rendez-vous sous les murs de Constantinople.

Il sera constaté un jour, d'une manière positive, que la mission du comte de Leiningen n'a été qu'un ballon d'essai et un moyen de préparer les voies au prince Mentschikoff.

Cette mission, les indiscretions qui avaient transpiré plusieurs mois à l'avance dans les hautes régions de la société viennoise, non-seulement sur la rentrée des Russes dans les Principautés, mais même sur la disposition des différents corps dans cette expédition, et ce qui est plus grave encore, l'opinion alors en crédit que la Transylvanie serait occupée par le corps du général Dan-nenberg, et en dernier lieu l'insistance de l'Autriche pour occuper la Servie et les provinces turques voisines de l'Adriatique, lorsqu'elle ne s'était pas prononcée contre la conduite de la Russie, même en principe, me font croire que le projet de l'invasion de la Turquie avait été concerté et arrêté avec l'Autriche, et que l'occupation de la Transylvanie par un corps d'armée russe entraînait dans le plan de campagne à l'effet de contenir les Roumains et les Magyares, et pour que l'Autriche, tranquille de ce côté, pût concentrer une grande partie de ses troupes dans le sud-ouest de son Empire, occuper les provinces turques nord-ouest, et présenter ainsi, sur le

seul point de son Empire accessible à la France, une ligne de bataille formidable.

Mais l'exécution de ce plan fut mis à néant, grâce à l'entente soudaine de la France et de l'Angleterre, et aux mesures promptes et énergiques qu'elles prirent, et grâce aussi à cette unanimité de l'opinion publique européenne contre les insolentes prétentions de la Russie. Le gouvernement de Vienne put alors mesurer tout le danger qu'une pareille entreprise lui ferait courir. Dans ce cas, en effet, les puissances occidentales auraient été obligées de faire appel aux nationalités, et l'empire d'Autriche aurait cessé d'exister au bout de quelques mois. Aussi le gouvernement autrichien s'empressa-t-il de prendre des dispositions toutes autres que celles qu'il avait en réalité.

Sa conduite, dans cette nouvelle phase, est présente à la mémoire de tout le monde ; elle est consignée tout entière dans les documents officiels et dans les actes publics ; elle révèle la complicité de l'Autriche avec la Russie et confirme l'assurance que l'empereur Nicolas donnait à lord Seymour de son entente parfaite avec l'Autriche sur la succession du *moribond*, entente qu'on aurait dû soupçonner, sans aucun autre indice que la hardiesse avec laquelle la Russie a bravé l'Europe depuis le commencement de cette guerre. Comment en effet la Russie, qui n'a jamais fait un seul pas sans que toutes les précautions n'aient été prises, aurait-elle cette fois-ci entrepris l'exécution du plus gigantesque de tous ses projets sans s'être assurée d'avance du concours de l'Autriche, lorsqu'elle a tenté de s'assurer de la complicité même de l'Angleterre !

C'est pourquoi, si je rappelle en quelques mots la conduite de l'Autriche dans cette seconde phase, c'est

moins pour prouver sa duplicité que pour indiquer les conséquences malheureuses qui peuvent en résulter pour l'Europe.

On se souvient avec quelle circonspection virginale l'Autriche laissa percer ses vrais sentiments, ses sympathies cachées ; mais elle ne voulait pas non plus qu'on pût lui imputer l'ingratitude : des circonstances fatales lui avaient imposé des devoirs de reconnaissance ; on devait donc lui donner le temps de prouver au monde que si elle agissait contre sa bienfaitrice, ce n'était qu'après avoir rempli tous ses devoirs, après avoir épuisé tous les moyens raisonnables de conciliation ; il lui fallait aussi le temps de se mettre en état pour lutter avec un aussi puissant adversaire qui se trouvait sur ses propres frontières. Mais il y avait encore une autre raison pour différer son alliance active avec les puissances occidentales, elle avait la tâche pénible de ramener avec elle les puissances allemandes dont les sympathies étaient pour la Russie.

Cette nouvelle attitude, quoique équivoque, lui gagna l'opinion même en France, et la tira d'une position dangereuse pour la mettre dans une autre si favorable, qu'elle-même peut-être n'aurait jamais osé l'espérer.

Lorsqu'en 1850 on crut un moment à la possibilité d'une collision avec la Prusse, le papier autrichien tomba, dans l'espace de trois ou quatre jours, de vingt pour cent. En Transylvanie, où je me trouvais à cette époque, on se procurait difficilement de l'argent sur du papier à cinquante pour cent de perte. On peut donc se faire une idée de l'effet qu'aurait fait sur les valeurs autrichiennes une guerre avec les puissances occidentales, tandis que sa prétendue hostilité contre la Russie lui donna les moyens de refaire ses finances épuisées. Elle fit facilement un emprunt exorbitant, de plus d'un

milliard de francs, et vendit une partie de ses chemins de fer à une compagnie française. Cette dernière affaire était plus importante dans ses conséquences que l'encaissement même de deux cent trente millions dans un moment si difficile; c'était un moyen de soutenir le crédit de la place de Vienne en la rendant solidaire de celle de Paris; c'était aussi un premier essai d'attirer les capitaux français en Autriche pour faire valoir ses richesses et pour intéresser les capitalistes français aux destinées autrichiennes, et les faire peser sur leur gouvernement toutes les fois qu'il voudrait agir contre elle.

C'est encore à la faveur de cette future alliance avec les puissances occidentales que l'Autriche occupa les Principautés roumaines, fit échouer la campagne du Pruth et ferma le chemin par où les armées alliées pouvaient facilement et sans danger pénétrer dans le cœur de la Russie. En effet, si les armées alliées avaient eu pour base d'opération les Principautés, leur situation aurait été toute autre. Dans un pays riche en approvisionnements, avec une population de cinq millions toute dévouée à la France et trépignant de l'impatience de combattre contre les Russes, avec cinq ou six autres millions de Roumains dans la Bessarabie, la Bukovine, la Transylvanie et le Banat, tous prêts à répondre comme ceux des Principautés au premier signal de la France, avec la Pologne en face toute disposée à se soulever, la guerre, dans de telles conditions, aurait eu tous les avantages de la guerre des nationalités, de la guerre d'un principe manifeste qui a fait toute la force de la Russie en Orient, et sans présenter aucun danger pour les puissances de l'Occident. Si l'on trouve bon que les Circassiens combattent pour leur indépendance, combien plus doit-on le trouver pour les Polonais et les Roumains!

Les armées russes se seraient trouvées alors non plus en face d'étrangers « ennemis de leur foi et de leur race qui viennent de loin leur chercher querelle et envahir leur pays, » mais en face des Polonais *slaves* et des Roumains *orthodoxes* venant, avec le secours des deux plus grandes puissances de la terre, délivrer leurs patries du joug du czar, et faire triompher la tolérance, la justice et la liberté pour les Russes eux-mêmes.

Les alliés, maîtres des Principautés, auraient eu le loisir de s'emparer des embouchures du Danube et des ports de la Bessarabie, d'y concentrer leurs forces, de se créer sur les lieux mêmes un renfort de cent mille Roumains ayant pour réserve toute la nation en armes, de fortifier le pays, d'y trouver les approvisionnements nécessaires pour la campagne de Russie, et quand tout aurait été prêt ils auraient pu déboucher par la Bessarabie dans les anciens palatinats de Pologne, sans aucune inquiétude sur leurs derrières, tout comme s'ils étaient sur la frontière de leur propre pays. Ici, pas de forteresse comme Sébastopol sur la route ni une grande concentration de troupes, car les armées alliées, agissant dans les Principautés avec la flotte à leur disposition, menaçaient la Pologne et tous les points de la mer Noire, et la Russie aurait été ainsi obligée de tenir ses forces dispersées.

A la vue d'un si grand spectacle, l'Europe tout entière eût été électrisée, la Russie terrifiée, et l'Autriche, prise ainsi entre l'Italie et la Roumanie, eût été à la discrétion des puissances occidentales.

Au lieu de cela, l'Autriche, en s'emparant des Principautés, mit la Russie à l'abri et ne laissa plus aux alliés que la faculté d'épuiser leurs forces contre les granits de Cronstadt et de Sébastopol, qu'elle croyait inexpugnables. En outre, elle réussit à changer, aux yeux

de l'Allemagne, le caractère politique de la question d'Orient. Elle est censée aujourd'hui avoir obligé les Russes à se retirer des Principautés, abriter le fleuve allemand et sauvegarder les intérêts de l'Allemagne en Orient. Et comme pour elle et la Russie la question n'est plus de partager la Turquie, mais de conserver le *statu quo* et d'éloigner l'influence occidentale, elle demandera la paix et accusera la France et l'Angleterre, comme elle l'a fait déjà, de vouloir changer le but de la guerre dans l'intérêt de leur propre ambition.

Je sais bien qu'il y a des personnes qui prétendent que les intérêts de l'Autriche, dans la question d'Orient, sont identiques à ceux de la France et de l'Angleterre; que l'agrandissement de la Russie l'atteindrait plus que qui ce soit, et que, par conséquent, elle est, autant que sa position critique le lui permet, sincèrement avec les puissances occidentales.

Si ce raisonnement est juste aujourd'hui, il aurait dû l'être depuis longtemps. Pourtant, quoique l'Autriche ait été réputée de tout temps pour son habileté et sa prudence, elle consentit en 1773 au partage de la Pologne, qui amenait les Russes sur ses frontières et les mettait en contact avec ses *populations slaves* et avec celles de la religion grecque, et cela à une époque où les questions religieuses préoccupaient plus les esprits que de nos jours. Elle accepta aussi en 1777 la Bukovine des mains mêmes des Russes, quoiqu'elle vît le but que la Russie se proposait en la lui livrant, et les conséquences qui devaient résulter d'un pareil antécédent. Joseph II, qui avait été à la cour de Catherine II pour mieux pénétrer ses vues, que d'ailleurs elle ne cachait point, s'unit en 1787 à la czarine pour porter la guerre en Turquie et la partager, car on croyait à la possibilité

de ce partage autant qu'en 1853, et avec bien plus de raison alors.

En 1812, elle s'inquiéta fort peu de l'annexion de la moitié de la Moldavie (Bessarabie) à l'Empire russe, quoiqu'elle rendit les Russes maîtres des embouchures de ce même Danube qu'on proclame aujourd'hui un fleuve allemand. Elle ne souleva pas même cette question, ni celle des Principautés, ni celle de l'intégrité de l'Empire turc aux congrès de Vienne. Et quoiqu'on dise, ce n'est point l'Autriche qui empêcha, en 1821, l'empereur Alexandre d'exécuter le projet qu'il préparait de longue main, et au su de l'Autriche, mais le caractère que commencèrent à prendre les insurrections, à la faveur desquelles Alexandre I^{er} espérait envahir la Turquie.

En effet, la révolution de la Valachie lui fut si hostile, qu'il désespéra du reste, et se rendit aux conseils prudents de ses amis de la Sainte-Alliance.

Ce n'est pas elle non plus qui, en 1829, empêcha les Russes d'arriver à Constantinople, mais l'énergique attitude de l'Angleterre; car on ne peut pas tenir compte de manifestations après coup ou qui ne sont accompagnées d'aucun acte. Et si à la formation du royaume de Grèce l'Autriche se montra si jalouse des intérêts du sultan, ce ne fut point parce qu'elle regrettait l'affaiblissement de la Turquie comme puissance, mais parce qu'elle voyait lui échapper, par la séparation de la Grèce, une parcelle d'héritage qu'elle convoitait dans la succession éventuelle de la Turquie, et poindre la création d'un monde nouveau sur des bases opposées à celles de son Empire, et qui devait donner en Orient un plus grand accès à la France.

Dans le temps aussi, l'Autriche affecta quelque intérêt pour la Pologne, et elle a fini par en accepter sa part.

Et si l'on croit à la sincérité de sa protestation en faveur de la Turquie, je ferai observer que la Prusse elle-même, par les instructeurs militaires qu'elle avait envoyés, il y a quelques années, à Constantinople, s'est montrée plus que l'Autriche favorable à introduire la Turquie dans la république européenne, et à la soustraire ainsi à l'ambition russe.

Depuis assez longtemps l'Autriche s'est trouvée dans des conditions telles, qu'elle ne pouvait pas entreprendre des guerres de conquêtes : sa politique a donc été de laisser la Russie affaiblir et même détruire les Etats voisins, pourvu que sa part de conquête lui fût assurée. Elle s'élevait ainsi par les efforts d'autrui, sans s'inquiéter de l'agrandissement de la Russie, espérant que le sien se ferait sur des bases beaucoup plus solides, et qu'un jour elle aurait toute supériorité sur sa complice si elle devenait sa rivale, et assurée, en tout cas, que si la Russie devenait menaçante pour elle elle serait pour toute l'Europe, et qu'alors elle se trouverait elle-même à la tête non-seulement de ses armées autrichiennes, mais du monde civilisé tout entier.

La situation a-t-elle changé depuis 1848 ? La transformation qu'elle a subie l'a-t-elle mise dans des conditions telles que sa politique ait dû se transformer aussi, et vis-à-vis de la Turquie, et vis-à-vis de la Russie ?

Elle n'est devenue que plus forte, plus confiante en elle-même et plus hardie ; elle se croit appelée à de nouvelles et grandes destinées : elle pense arriver, par sa position et par la supériorité de sa civilisation matérielle sur l'Orient, à le dominer, et par lui à dominer l'Allemagne et l'Europe. Pour cela, il lui faut devenir, et au plus tôt, puissance maritime. Il lui faut, par conséquent, des côtes considérables sur l'Adriatique et même des possessions sur la mer Noire.

Les offres de la Russie de partager la Turquie, concordant avec ses besoins, avaient certes de quoi la séduire. Puis comme la Russie, non-seulement reste de plus en plus en arrière, mais a même la prétention de devenir autre que le reste de l'Europe, espérant par là imposer à l'Europe sa domination, cette situation fait croire à l'Autriche qu'elle-même parviendra à se poser un jour vis-à-vis de la Russie avec les mêmes avantages que celle-ci le faisait vis-à-vis de l'Orient.

Pour mieux comprendre ce qui fait la confiance de l'Autriche par rapport à la Russie, il ne faut point perdre de vue que c'est la situation de l'Europe qui a aidé la Russie à se placer, en moins d'un siècle et demi, au premier rang parmi les Etats européens, de petite puissance barbare et quasi asiatique qu'elle était, et que cette situation de l'Europe ayant changé, la Russie doit perdre son importance de circonstance et en être réduite au rôle modeste du peuple le moins avancé en civilisation.

L'Europe presque tout entière fut distraite pendant plusieurs siècles par la découverte et la colonisation de l'Amérique, par la possession des Indes, par les guerres religieuses et par celles de l'équilibre européen, de sorte que l'Orient fut complètement abandonné, même commercialement parlant. L'Autriche elle-même lui donnait à peine de loin en loin une attention distraite.

La Russie, qui n'avait aucune part à cette activité de l'Europe, fut lancée par Pierre I^{er} sur l'Orient, et il lui communiqua son immense ambition. Mais malgré toute l'activité de Pierre, malgré ce don précieux que l'Allemagne fit à la Russie dans la personne de Catherine II, qui fut la véritable fée de la puissance czarine, on ne pourrait pas s'expliquer cette ascension rapide et constante de la Russie.

Il y avait des raisons en elle-même pour qu'elle pût jouer ce rôle. Ses deux grands souverains ne firent que susciter la force qui était en elle et indiquer la manière de s'en servir.

La Russie schismatique put se reposer en face de l'Orient, dont l'immense majorité des populations appartiennent au rite oriental, comme prédestinée à relever l'Eglise grecque qui était persécutée par les catholiques comme par les mahométans, et émanciper les populations de l'Empire turc, en les délivrant tout à la fois du joug musulman et de la barbarie dans laquelle elles croupissaient. Aussi l'Orient n'a-t-il pas manqué de se précipiter au devant de la Russie et de l'appeler de toutes ses forces.

Quant à l'Occident, elle ne se trouva pas dans une position moins favorable. Ce même rite grec qui lui donnait une si grande force en Orient la faisait paraître, aux yeux de l'Occident catholique, protestant et philosophe, comme faible et point dangereuse. Ce schisme vieux, ignorant, sans organisation, ne pouvait avoir aucune prise sur l'Occident qui avait en tout des aspirations supérieures à celles de l'Eglise grecque. De plus, comme cette Eglise était elle-même persécutée, non-seulement en Turquie, mais aussi en Pologne et dans certains Etats de l'Empire d'Autriche, elle était pour la tolérance et la liberté. Ainsi, catholiques, protestants et libres penseurs, tous indistinctement pouvaient donner la main à la Russie; les uns et les autres pouvaient se lier à elle pour écraser leur adversaire, sûrs que jamais la religion grecque ne pourrait devenir dangereuse à son tour.

Si le rite grec fut utile à la politique des czars par cela même qu'il était un des plus arriérés parmi les sectes chrétiennes de l'Europe, son état barbare ne lui rendit pas de moins grands services.

Je ne m'arrête pas sur les avantages que les czars puisèrent dans la barbarie passive des Russes pour établir leur autocratie absolue, et se présenter ainsi aux yeux de l'Europe comme disposant d'une force qui, longtemps et habilement tenue hors de l'épreuve, pouvait imposer; force qui, capable d'une certaine résistance passive, était peu propre à devenir une force active dans un monde comme le reste de l'Europe, tout autrement actif que la Russie.

Ce que je veux faire ressortir, c'est seulement que cette barbarie passive permit aux czars, et surtout à Catherine, de se poser aux yeux de l'Occident, sans nuire à leur prestige religieux et à leur despotisme, comme disciple de sa philosophie et comme travaillant à réaliser dans ce pays neuf ses nouvelles théories, et à entraîner ainsi tout l'Orient dans une nouvelle voie de progrès dans laquelle l'Occident lui-même avait de la peine à entrer; de sorte que les czars purent s'acheminer à la conquête de l'Orient, non-seulement aux applaudissements de l'Occident, mais secondés aussi par sa science et ses hommes les plus éminents. Et l'on vit la Pologne, qui, féodale et catholique, se montrait à l'Occident comme anarchique, intolérante et hostile aux théories nouvelles, succomber sous les coups de la Russie et de ses deux complices sans qu'on s'en soit trop ému.

Mais la révolution française, en transformant l'ordre social de l'Europe, a mis celle-ci dans des conditions telles que ses rapports avec la Russie ont dû changer aussi.

Catherine II, qui avait joué au libéralisme tant que les idées et les aspirations du dix-huitième siècle restaient à l'état de théorie, fut saisie de terreur quand elles prirent corps, et la première elle leur déclara la

guerre. Plus tard , la révolution étant vaincue, le jeune Alexandre put reprendre son masque de libéralisme, et enveloppant son despotisme dans un mysticisme séduisant, donna encore une fois le change à l'Europe. Mais la révolution n'étant que vaincue et non tuée, commença de nouveau à agiter toute l'Europe, et il se trouva même qu'elle s'était glissée jusqu'en Russie avec les armées qui avaient fait la campagne de France. Les officiers emportèrent l'idée d'une société tout autrement équitable, tout autrement humaine que celle de la formation czarine.

Aussi, quand Nicolas succéda à l'empereur Alexandre, eut-il à réprimer une insurrection dans sa propre capitale, puis à envoyer toutes les forces de son Empire contre la nation polonaise, soulevée pour son indépendance.

La politique habile des czars, depuis Pierre I^{er}, avait été de se poser comme les pionniers de l'Europe civilisée vers l'Asie barbare, et de se servir ainsi de l'Occident pour assujétir l'Orient à leur puissance.

L'empereur Nicolas, brisant avec cette tradition, se posa non-seulement en adversaire et comme la négation des principes nouveaux qui commençaient à régir presque tout l'Occident, mais de plus comme présidant un monde tout autre, ayant une religion et une civilisation dont les principes sont supérieurs en morale et en énergie à ceux des religions et de la civilisation du reste de l'Europe, et providentiellement appelé à dominer et régénérer l'Europe vieillie, corrompue et tombée dans l'anarchie.

Le succès qu'il eut en 1828, en Turquie, la toute-puissance qu'il obtint dans les Principautés par le traité d'Andrinople, et surtout son triomphe sur l'insurrection polonaise, l'affermirent dans sa foi politique et le pou-

sèrent de plus en plus dans une voie violente. Mais ces mêmes succès et l'attitude du nouveau czar éveillèrent l'attention des cabinets ; en même temps que la cruauté dont il usait de sa victoire sur les Polonais révoltèrent l'opinion publique européenne et creusa un abîme entre la Russie et le reste de l'Europe. D'autant plus que cette fois c'était la Pologne de Dombrowski et de Poniatowski, la Pologne qui avait mêlé son sang avec celui de la France sur tous les champs de bataille de la République et de l'Empire, la Pologne du code Napoléon, enfin la Pologne persécutée et martyre !

Les peuples mêmes qui avaient espéré jusqu'alors en elle commencèrent à se défier d'elle, et dans les Principautés, où la sympathie avait été toujours presque nulle, on commença à se déclarer tout haut contre elle, témoin la protestation de la chambre des boyards valaques en 1836.

La révolution européenne de 1848 troubla et déconcerta l'empereur Nicolas. Il devint humble, et déclara renoncer à toute participation dans les affaires de l'Europe, à condition qu'on ne l'inquiéterait point chez lui.

Mais le tourbillon qui paraissait vouloir tout emporter s'arrêta tout court, et les classes privilégiées ressaisirent encore une fois la direction des affaires générales.

Dans cette crise, le gouvernement de Saint-Pétersbourg, qui seul n'avait pas été ébranlé par la secousse révolutionnaire, devint le point d'appui moral de toute la réaction européenne. Aussi, l'empereur Nicolas, revenu de sa première frayeur, crut-il que la révolution elle-même n'était arrivée que pour lui faciliter le chemin, et il se crut déjà le potentat de l'Europe ; le secours octroyé à l'empereur d'Autriche lui donna l'assurance matérielle.

Il faut ajouter aussi l'encouragement qui lui venait du

panslavisme et qui lui faisait croire que son ambition était la volonté d'une race tout entière, se sentant l'énergie de dominer à son tour les autres races, comme elle-même avait été trop longtemps dominée, et comme elle l'est encore aujourd'hui (1).

Cependant le czar était encore une fois victime de ses propres illusions. Sa situation était même moins favorable que celle d'Alexandre I^{er} en 1819. L'opinion publique, comme on l'a vu, s'était tournée depuis contre la Russie, et l'Allemagne n'avait pas même, comme en 1814, la gratitude d'avoir recouvré l'indépendance nationale avec son concours. Si les peuples d'Allemagne pardonnaient encore cette fois-ci à leurs souverains d'avoir tourné les yeux du côté du nord dans la crise de 1848, ils ne leur auraient pas pardonné de devenir les satellites de la Russie. L'Autriche elle-même est forcée de manifester de temps en temps des velléités hostiles à la Russie ; c'est le moyen pour elle de se rendre populaire dans ses propres Etats.

L'empereur Nicolas ne put plonger son regard si loin ; il ne vit que la surface des choses, les sympathies des

(1) Dans une époque comme la nôtre, où la vie et l'indépendance nationale sont les premiers besoins des peuples de l'Europe, il est tout naturel que ce sentiment se soit manifesté aussi parmi les nations slaves qui, toutes, depuis l'Adriatique jusqu'en Asie, crouissent dans la dépendance et la servitude étrangères, car les Russes eux-mêmes ne souffrent pas moins du despotisme du czar, qui n'a de national que le nom. Les Slaves, désirant donc se relever comme nations, et chacune d'elles ne pouvant pas trouver pour cela dans son propre sein assez de force et d'énergie, ils eurent l'idée d'un concours général de toutes les nations appartenant à la race slave. Cette idée, née en Bohême, sourit surtout aux Polonais, qui espéraient enlever ainsi au gouvernement du czar l'instrument de leur oppression, c'est-à-dire les Russes eux-mêmes. Ce fut la grande raison du panslavisme. L'avenir justifiera peut-être les espérances légitimes de toutes ces nations malheureuses ; mais, en attendant, le czarisme l'exploite avec beaucoup d'habileté.

cours, les rivalités des souverains entre eux, l'inquiétude qu'avait laissé la révolution dans leurs cœurs et celle plus grande encore que pouvait faire revivre l'apparition d'un Napoléon. Mais il ne vit pas derrière ces cœurs la masse des peuples tous transformés par les idées nouvelles ; il ne vit pas que les institutions de la société européenne tout entière sont modifiées dans le sens de l'esprit nouveau, et que c'est une condition de vie pour cette société de marcher en avant ; que si les secousses violentes lui font peur par moments, et si elle s'arrête, ce n'est que pour se recueillir mais non pour tourner le dos à l'avenir, et que par cela même la Russie était devenue l'ennemi du bien public de l'Europe. L'empereur Nicolas, avec une grande intelligence politique, aurait compris que les agitations de la société européenne n'étaient point les convulsions de la mort mais celles d'une exubérance de vie et de force, les crises de la croissance ; il aurait saisi tout ce qu'il y avait de grand, de gigantesque dans cette société en travail, il aurait compris que ses moindres mouvements sont comme les tempêtes de l'Océan. En conséquence, il se serait mis non pas à la combattre, car c'est fouetter l'Océan, mais à la suivre, et les Russes alors, forts de son souffle et de son appui, auraient eu de belles et de grandes destinées ; ils auraient pu rêver une mission plus glorieuse que celle des Huns. Mais j'oublie que le czar et la Russie font deux, et qu'entrer dans cette voie aurait été pour Nicolas travailler à sa propre destruction, et avant tout il était czar.

III

Le gouvernement de Vienne, qui connaît mieux que personne la situation réciproque de la Russie et de l'Eu-

rope, sait que, tant que l'Empire autrichien sera considéré comme digue contre l'invasion moscovite, il aura l'Europe pour lui; et même ses populations de toutes races, sans distinction, se rallieraient sans doute à l'Occident contre la Russie, surtout après l'occupation russe de 1849, qui a laissé de si tristes souvenirs que toutes les fois que ces populations murmurent contre le gouvernement de la maison de Habsbourg, celui-ci les menace du retour de ce fléau.

J'ai parcouru à différentes reprises, et en tous sens, presque tous les pays slaves de l'Autriche; je me suis mis en relation avec toutes les classes et avec tous les partis, et j'ai pu constater par moi-même l'état de leur esprit.

Si, en général, le panslavisme a été funeste jusqu'aujourd'hui à la race slave, il lui a au moins rendu le sentiment de la solidarité qui, dans l'avenir, quand le despotisme moscovite ne sera plus un danger pour elles, pourra lui rendre de grands services. Il en résulte que, dans toute question où il ne s'agit ni de plus ou de moins de liberté ou d'indépendance nationale, tous les Slaves sont sensibles à la gloire des nations de leur race, comme se reflétant sur la race tout entière; mais quant à la domination moscovite, ils en ont horreur. Dans les pays limitrophes de la Russie ce sentiment est très-vivace, surtout dans les classes inférieures, lesquelles ont devant les yeux l'état misérable de leurs frères d'au delà de la frontière. Si ce sentiment est moins fort et moins général parmi les Slaves du midi, ils sont bien loin de désirer la domination moscovite; mais, comme par leur position ils se croient à l'abri de cette domination, ils se servent de cette influence dans l'intérêt de leur nationalité. Là aussi la lumière commence à se faire, et peu à peu leurs regards se tournent vers l'Occident.



Telles sont les dispositions politiques des Slaves de l'Autriche pour la Russie. Quant aux sympathies religieuses que la Russie trouverait dans l'Empire d'Autriche, qu'on a tant exagérées dans ces derniers temps, elles sont encore moindres. Les Bohêmes, les Polonais, les Croates et presque tous les Slaves de l'Autriche sont catholiques, comme la majorité des Hongrois et des Allemands. Il n'y a de schismatiques grecs que les Serbes de la Voïvodine et du Banat et les Roumains, et parmi ces derniers une partie sont unis au Saint-Siège. Les Serbes ont toujours eu de grandes libertés et même des privilèges en Autriche ; ils perdraient beaucoup par la domination de l'Empereur orthodoxe où le clergé n'est qu'une branche de l'administration impériale.

Les Roumains seuls ont été persécutés par l'Empire autrichien ; mais cette persécution s'étendait à toutes les faces de la vie d'un peuple. Cette persécution religieuse, politique et sociale, n'était pas d'origine autrichienne, mais magyare ; l'Autriche en avait hérité, et elle l'avait maintenue. Cet état des Roumains s'est amélioré à la révolution de 1848, quoiqu'il laisse encore beaucoup à désirer ; mais ce n'est point dans la Russie qu'ils mettent leurs espérances. On connaît aujourd'hui toute leur antipathie pour la domination russe ; ce qu'on ne sait pourtant pas assez, c'est que les Roumains, quoiqu'ils suivent le rite oriental, n'ont jamais été inféodés à une Église étrangère : pour eux, l'Église a toujours été le palladium de la nationalité, et ils ont défendu son indépendance autant contre l'Église grecque jusqu'à la chute de Constantinople que contre Rome, et dernièrement contre la Russie elle-même quand elle a voulu étendre sa suprématie sur les Églises de Moldavie et de Valachie. Le clergé de la Transylvanie lui-même n'a-t-il pas donné

une preuve de sa juste susceptibilité d'indépendance et de sa défiance de la Russie en 1850, en refusant les offres de l'Empereur Nicolas en faveur des églises roumaines qui avaient souffert pendant la guerre ?

Ainsi, si les deux puissances voulaient se nuire en se servant de la religion, c'est l'Autriche qui aurait l'avantage ; elle a en Russie plusieurs millions de coreligionnaires persécutés ; le clergé de la Galicie serait le premier à prendre la croix si l'Autriche prononçait le mot liberté de l'Église de la Pologne russe.

Je le répète, l'Autriche sait bien qu'elle n'a rien à craindre de la Russie tant qu'elle représentera la civilisation en face de la barbarie, les intérêts européens vis-à-vis des intérêts étrangers et ennemis, tant que son mode de gouvernement et de germanisation sera plus doux, plus intelligent et plus dissimulé que celui de la Russie.

La Russie non-seulement n'est point dangereuse pour l'Autriche, mais elle lui est éminemment utile.

Car si, comme nous l'avons vu, l'Autriche a tous les avantages sur la Russie, elle est dans une position tout opposée vis-à-vis des puissances occidentales : sciences, liberté, démocratie, arts, industrie, mouvement commercial, tout arrive en Orient de l'Occident ; aussi c'est vers la France, la plus haute expression de l'Occident, qu'ont les yeux tournés toutes les populations, depuis les Alpes jusqu'à la Vistule. Elle est surtout pour tout l'Orient le principe incarné des nationalités, et c'est en elle qu'espèrent les nations qui sentent vivement le besoin de vivre de leur propre vie. C'est sous ce rapport plus particulièrement que l'Autriche, comme la Russie, se trouve dans une situation précaire, et tremble vis-à-vis de la France. Sur ce terrain, la Russie et l'Autriche se trouveront toujours unies ; la crainte et la

haine de la France les empêcheront de se nuire. Leurs intérêts sont solidaires encore pour longtemps. Leur position réciproque vis-à-vis de l'Europe est telle que l'une est indispensable à l'autre : l'Autriche abrite la Russie contre l'Europe, et la Russie sert à son tour à l'Autriche de réserve contre l'Europe. L'Autriche serait elle-même forcée par les puissances occidentales à marcher contre la Russie, ce ne serait que pour mieux trahir dans un moment donné. Les armements contre la Russie et la concentration des troupes sur les frontières russes n'ont été qu'une comédie : les troupes peuvent être du jour au lendemain transportées sur une autre frontière ; ce sont les mesures de défense qui indiquent les intentions et les inquiétudes intimes d'un gouvernement. Et il est manifeste que jusqu'à ce jour ce n'est point ses frontières accessibles aux armées russes que l'Autriche fortifie, mais bien celles que la France pourrait atteindre ; c'est en Italie, dans le Tyrol, à Lintz, qu'elle a déployé toute son activité et toutes ses ressources de défense, et dans les forteresses fédérales élevées toutes en vue seulement d'une guerre avec la France.

L'Autriche n'agira contre la Russie que lorsque la France cessera d'être ce qu'elle est, ou bien quand l'Autriche parviendra à germaniser son Empire, et qu'à la tête de presque toute l'Allemagne transformée en Empire allemand, elle en sera l'arbitre. Mais en attendant, elle sait que le jour où la Russie cesserait d'être une force imposante, elle-même disparaîtrait de la carte de l'Europe. En effet, les nations qui la composent, ne craignant plus l'intervention russe, secoueraient aisément le joug de la maison de Habsbourg, et l'Europe les laisserait faire et même les y aiderait, lorsqu'elle n'aurait plus besoin de cette prétendue digue contre le débordement moscovite.

IV

Depuis cent cinquante ans la Russie convoite Constantinople, et par Constantinople la domination du monde. Elle est arrivée par des combats continuels, et surtout par des intrigues, à affaiblir la puissance ottomane au point qu'abandonnée à elle-même, il suffit de quelques semaines aux Russes pour conquérir l'Empire turc. Défendre donc cet Empire contre l'invasion moscovite, et fortifier la Porte afin qu'elle puisse dans l'avenir résister par ses seules forces, est un devoir et une nécessité impérieuse pour les puissances occidentales.

J'en conviens, la question d'Orient posée dans ces termes devient tout ce qu'il y a de plus simple. L'intelligence la plus vulgaire la saisit ; elle rassure les timides, encourage les agioteurs de la Bourse, et satisfait l'Autriche et surtout la Russie. Seulement, la poser ainsi c'est la fausser, la rendre insoluble, et rendre la tâche des alliés plus difficile, même pour le présent.

J'ai dit, dans le courant de ce Mémoire, que ni Pierre le Grand, ni ses descendants, n'ont pu, du milieu de leurs glaces, concevoir par la seule force de leur génie la conquête de l'Orient, et par lui la domination du monde. J'ai indiqué qu'il y avait sur les lieux mêmes une cause qui provoquait et entretenait constamment l'ambition des czars : la situation même que la conquête ottomane avait faite à l'Orient. En effet, cette conquête avait été faite au nom d'une religion pleine de jeunesse, de vigueur et de fanatisme, mais dont les principes n'étaient pas assez élevés pour absorber le christianisme qui était la religion des peuples vaincus ; il en résulta une domination non-seulement des plus dures, car elle s'étendait à toutes les faces de la vie de l'homme, mais

qui ne put jamais s'effacer, la fusion étant impossible entre les vainqueurs et les vaincus.

Le christianisme, vaincu en Orient, avait triomphé en Occident et fondé une civilisation nouvelle sur des principes assez élevés pour lui donner l'énergie de dominer un jour le monde. Par cela même, la puissance ottomane était frappée à mort, et les chrétiens vaincus restaient soutenus dans leur résistance et surtout dans leur développement en vue d'une émancipation future. J'ai indiqué comment l'Occident, distrait pour quelque temps par des questions intérieures et par la conquête du nouveau monde, avait laissé cueillir à la Russie les fruits des efforts d'une civilisation dont elle n'était que le pâle reflet, d'une civilisation au développement de laquelle elle n'avait en rien contribué. En effet, quand la Russie entra en lutte avec la Turquie, celle-ci était en décadence.

La Russie n'arrivait donc que pour achever ce que d'autres avaient entamé depuis longtemps. Elle s'en donna pourtant tout le mérite aux yeux des populations de l'Orient; elle leur fit croire aussi que d'elle venait la lumière qui éclaire et chauffe le monde.

Que toutes ces populations se soient laissées induire en erreur, qu'elles soient arrivées à croire que le czar est le Dieu tout-puissant de la terre et le Dieu sauveur de l'Orient, il n'y a rien d'étonnant. Ont-elles vu pendant cent cinquante ans d'autres armées que celles du czar? Ont-elles entendu une autre voix que la sienne? Les Occidentaux se sont-ils fait connaître par d'autres actes que par les tracasseries des lieux-saints et par des privilèges exclusifs qu'ils obtenaient pour leurs sectes, et après tout n'ont-ils pas vu eux-mêmes la Russie telle que les Orientaux la voyaient? Et encore aujourd'hui l'Occident ne se trompe-t-il pas sur la situation de

l'Orient et de la Russie? Comment veut-on donc que les Grecs et les Slaves ne s'abusent point, surtout quand on ne cherche à les éclairer ni par la parole ni par les actes? En effet, poser la question d'Orient comme on l'a posée; agir comme on a agi depuis le commencement du conflit, c'est-à-dire faire à peine attention aux populations chrétiennes, et s'occuper plutôt d'affermir la puissance ottomane que de préparer l'émancipation des peuples chrétiens; livrer les Principautés roumaines à l'invasion des Autrichiens et des Turcs pour les opprimer et violer leurs droits, au lieu de les admettre dans les rangs des alliés en armant leurs habitants comme ils le réclament et comme ils le méritent par leur attitude anti-moscovite, n'est-ce pas exaspérer ces populations, les rejeter complètement dans les bras de la Russie et faire perdre à l'Occident l'influence qu'il commençait à prendre sur les chrétiens d'Orient, influence qui devenait manifeste surtout depuis l'émancipation de la Grèce, depuis que les idées de l'Occident affluaient si abondamment qu'on ne pouvait plus se méprendre sur la source d'où elles venaient, depuis enfin que les Polonais et les Roumains avaient présenté le drapeau de la France comme le drapeau de la liberté et de l'indépendance!

De ce que je viens de dire il suit que la question d'Orient se trouve posée d'elle-même par la force des choses : la conquête de l'Empire d'Orient par le mahométisme est condamnée par le triomphe définitif du christianisme, d'où procède le monde nouveau; les populations indigènes et chrétiennes de l'Orient ont pris assez de développement pour vouloir leur émancipation, et elles ont assez conscience de leur force pour supporter impatiemment le joug musulman.

Donc, accepter la question telle qu'elle se pose avec

sa solution naturelle et agir en vue de cette solution, c'est le moyen de compléter et d'affermir pour toujours le triomphe que les puissances occidentales viennent de gagner à Sébastopol sur la Russie.

Placées sur ce terrain, les puissances occidentales se créeraient spontanément des points d'appui solides en Orient. La France pourrait ménager une partie de son sang, toujours cher pour l'humanité, et une partie de ses sacrifices matériels; l'Angleterre aurait une armée suffisante dans ses soldats indigènes et n'aurait plus besoin d'embaucher les fainéants d'Allemagne et les malheureux de la Suisse et de l'Italie pour compléter son contingent, elle pourrait se débarrasser aussi des fameux Bachi-Bousoucks qui la compromettent auprès des populations d'Orient sans qu'ils lui soient d'aucune utilité. Alors, en effet, les populations chrétiennes d'Orient se précipiteraient dans les rangs des alliés; les Principautés roumaines, à elles seules, fourniraient un contingent de cent mille hommes. L'Occident lui-même, qui semble retombé dans la torpeur depuis que la Russie se trouve réduite à la défensive, s'électrifierait sans aucun doute le jour où les puissances occidentales ouvriraient une ère nouvelle à l'Europe par la question d'Orient, ère dont l'attente est dans les cœurs de toutes les nations européennes indistinctement.

Les Allemands eux-mêmes, dont l'Autriche veut faire les instruments de sa domination, et qui se laisseraient entraîner insensiblement dans cette voie, si les événements suivaient le cours qu'ils ont pris depuis 1849, ne sont-ils pas, comme sentiments et comme idées, plus avancés que d'autres peuples? Et s'il n'est pas dans leur nature de prendre l'initiative, ne se précipiteraient-ils pas avec enthousiasme dans la voie de l'avenir, si d'autres la leur ouvraient?

Le peuple allemand sait parfaitement aujourd'hui que la liberté et l'indépendance des autres nations sont les conditions indispensables de la liberté et de l'indépendance de chaque peuple, et quel peuple a plus besoin de liberté et d'indépendance que le peuple philosophe, le peuple de l'idée et du sentiment par excellence? Ne sait-il pas que son influence serait plus grande et sa mission plus belle dans une Europe composée de peuples libres que dans une Europe esclave de la maison de Habsbourg? Ne sait-il pas qu'en se servant de lui pour asservir les autres peuples on prépare son propre asservissement? Ne sait-il pas que la maison de Habsbourg est la maison jésuitique par excellence; qu'elle ne se sert de la liberté que pour mieux établir son despotisme, et que les destinées de l'Allemagne seraient complètement compromises, livrées à des jésuites déguisés en philosophes et en patriotes.

Quant à la France, peut-elle rester insensible toutes les fois qu'on fait faire aux autres peuples un pas pour les rapprocher d'elle? Depuis qu'elle a rompu avec le vieil ordre de choses pour s'incarner les principes d'un ordre nouveau au fur et à mesure qu'ils se dégagent, la transformation de l'Europe à son image est devenue une nécessité absolue pour elle, car sa destinée est de triompher ou de succomber avec les idées nouvelles.

Qu'on aime ou qu'on n'aime pas, que cela soit facile ou difficile, si l'on veut sérieusement l'indépendance et la liberté de l'Europe, la reconstitution de l'Orient sur les bases des nationalités est la seule solution de cette question, qui vient périodiquement, et toujours avec plus de gravité, se poser devant l'Occident.

La reconstitution de l'Orient sur les bases des nationalités est aussi une condition, *sine qua non*, pour qu'il puisse se civiliser, et personne ne peut nier les

conséquences heureuses qui résulteraient pour l'Occident si l'Orient venait agrandir d'autant son cercle d'activité. Mais c'est la France qui en retirerait le plus grand profit. Aimée jusque-là par tous les peuples, seulement pour ses intentions généreuses, elle deviendrait sans aucun doute l'idole et l'arbitre des peuples de ces régions, qui lui devraient leur renaissance à la vie, à la lumière. Cette mission de la France est indiquée par les dispositions et la situation même de l'Orient. A part le prestige que la République et l'Empire ont répandu sur la France, et dont l'Orient conserve encore le souvenir; à part la popularité que lui avait acquise sa participation à l'indépendance de la Grèce, et les sympathies qu'elle s'est attirées en devenant le foyer des lumières et des sentiments généreux; à part l'intime et indissoluble alliance que la France a contractée sur une foule de champs de bataille avec un de ces peuples, avec la Pologne, la Providence a jeté en Orient, avant même l'époque historique, les éléments d'une force qui devait sinon s'agrandir, au moins se modifier de manière à se rapprocher de plus en plus de la nation française, et à devenir son fidèle représentant dans ces régions.

Trois différents éléments, provenant probablement de la même souche, les Thraces (dont les Daces n'étaient qu'une tribu), les Gaulois et les Italiens, réunis par des circonstances diverses sur le même sol, se sont fondus dans une même nation, sous la pression des forces étrangères et à la faveur d'une affinité naturelle; cette nation s'appelle elle-même romane ou roumaine, et les étrangers l'appellent, depuis le moyen âge, valaque.

Bien que depuis le sixième siècle de notre ère, les Roumains se soient trouvés complètement séparés du reste de la race latine, ils n'en ont pas moins conservé

leur caractère latin, les traditions du peuple-roi et un reste de cette civilisation romaine qu'ils ont toujours cherché à ranimer au souffle de la civilisation moderne. Et si ses sœurs de l'Occident l'ont oubliée, la Roumanie a toujours eu les yeux tournés vers elles, surtout depuis que la grande Révolution a fait de la France un soleil, et que l'Empire a mis en évidence toute sa valeur et toute sa puissance. Le désir constant des Roumains a été de vivre de la vie de la France, et ils n'ont jamais cessé de frapper à ses portes pour qu'ils soient acceptés et reconnus officiellement comme ses représentants, son avant-garde en Orient.

Leur foi instinctive a été si grande dans la France, que, quoiqu'elle n'ait jamais répondu à leurs manifestations, et que le prestige de la toute-puissance russe dominât le monde, ils n'ont pas moins jeté, depuis 1848, le gant à la Russie, au risque d'être écrasés par elle.

Des circonstances bien malheureuses ont réduit depuis quelque temps les Roumains à l'inaction; mais pour cela leur passé n'est pas moins glorieux. Noyés de tout temps dans une mer de populations étrangères et ennemies, ils ne se sont jamais laissés abattre, et ils en sont sortis, à la longue, toujours victorieux. Ils ont lutté, à la fois et tour à tour, contre les Grecs du Bas-Empire, contre les Russes, contre les Hongrois, contre les Tartares, contre les Polonais, et leur réputation était grande dans ces âges de sang; et quand les Turcs arrivèrent à leur tour, ils trouvèrent dans les Roumains les plus formidables adversaires (1). Pendant cette invasion

(1) « Soleiman le Grand, le Magnifique, disait que marcher en ennemi contre les Valaques, c'est la plus grande folie, et que tenter par les armes une nation invincible, c'est exposer à une honte et à un danger certain la gloire des Ali-Osmanlis. »

terrible, les Principautés de la Moldavie et de la Valachie, les deux seules provinces roumaines restées indépendantes, furent plus que tout autre pays le boulevard de la chrétienté. Quand Pesth même était le siège d'un pachalik turc, les Principautés jouissaient de leur indépendance, et elles ne furent jamais conquises par les armes turques; elles se mirent de leur propre volonté sous la protection de la Sublime-Porte pour jouir de la paix, tout en conservant une indépendance presque complète. Et même au commencement du dix-huitième siècle, Pierre le Grand vint en personne à Jassy pour entraîner le prince de la Moldavie dans son alliance contre les Turcs.

Si, depuis cette époque, les Roumains n'ont plus eu de rôle proprement dit politique, ils ont pourtant continué à être la clef de voûte de l'Orient. Tous ceux qui ont voulu dominer l'Empire turc ont été obligés de s'appuyer sur les Roumains. Les guerres de l'Autriche et de la Russie, jusqu'en 1828, sont là pour constater le concours actif de la Roumanie.

A la fin du dernier siècle, Catherine et Joseph II se préparaient à envahir la Turquie de concert; mais comme chacun des deux alliés nourrissait l'espoir de frustrer l'autre dans la domination de l'Orient, tous les deux cherchèrent à gagner les Roumains en leur promettant la reconstitution de la Dacie. Catherine II frappait des monnaies à l'effigie de la Dacie, et Potemkin en était le roi, et Joseph II parcourait la Transylvanie répétant aux Roumains :

» Imperator Romanorum sum. »

Et les promesses qu'il leur faisait étaient si grandes qu'il détermina une insurrection contre les Hongrois, leurs dominateurs, insurrection qui fut étouffée dans

le sang des Roumains par ce même *empereur roumain*.

L'importance des Roumains en Orient résulte non-seulement de ce qu'ils sont un peuple de dix à douze millions d'âmes, mais surtout de ce qu'ils forment le peuple le plus homogène, comme langue, comme religion, comme traditions et comme aspirations. Unis par le sang et par le cœur à la race latine, ils vivent de sa civilisation et puisent, malgré l'indifférence de leurs sœurs de l'Occident, une grande force dans cette parenté; ils ont une vive foi dans l'avenir, et ils travaillent, malgré tous les obstacles, avec une confiance inébranlable à la reconstitution politique de la Roumanie.

La position géographique elle-même des Roumains, qui a fait leur malheur, contribue à augmenter leur importance et indique le rôle qu'ils sont destinés à jouer.

Les Roumains occupent, en effet, le pays qui est compris entre la Théiss, le Dniester, la mer Noire et le Danube; ils traversent ce dernier fleuve pour occuper avec les Bulgares la rive droite, et pénètrent jusqu'en Macédoine et en Thessalie pour y former un groupe de près d'un million d'habitants.

La Roumanie proprement dite, ou la Dacie de Trajan de la rive gauche du Danube, est le pays le plus magnifique de l'Europe; riche en toute espèce de productions naturelles, il alimente Vienne et Constantinople; les fabriques de l'Allemagne en tirent en partie leurs matières premières. La Roumanie vient, concurremment avec la Russie (1), approvisionner la Grèce et tous les pays qu'arrose l'Adriatique, et elle rivalise avec l'Égypte et l'Amérique sur les marchés de Marseille et

(1) La Bessarabie fournit en partie le blé d'Odessa.

de Londres. Elle est l'Eden de tout l'Orient. Depuis Vienne jusqu'à Constantinople, depuis Saint-Pétersbourg jusqu'à Athènes, tous ceux qui rêvent fortune vont la chercher dans les Principautés. Le proverbe de tout le Levant est que lorsqu'on touche la terre en Roumanie elle se transforme en or.

La Roumanie, entourée par de grands fleuves et la mer Noire, parcourue par une foule de rivières, traversée diagonalement par les Carpathes, qui tout en étant des réservoirs de richesses lui servent de forteresses inexpugnables, en communication avec l'Europe centrale par son plus grand fleuve, avec le reste du monde par la mer Noire, et en possession des embouchures du Danube, qui lui donnent une part égale avec les Dardanelles sur les destinées de l'Orient, la Roumanie est un des plus beaux pays de l'Europe et qui a le plus d'avenir.

Ces considérations d'ordres différents ont fait que les Principautés roumaines, bien que dans des conditions politiques plus malheureuses que les pays environnants, se trouvent pourtant à la tête de la civilisation du Levant. Aussi ce n'est point Constantinople ni même Athènes, mais bien Bucharest qui est la capitale de cette civilisation.

Voilà la nation sur laquelle la France doit forcément s'appuyer pour transformer l'Orient et pour y établir solidement son influence.

Nationalité, civilisation, liberté, tel est le programme que la France doit suivre en Orient (1).

(1) Si la France se posait en Orient comme le représentant des intérêts catholiques, elle ferait revivre et elle alimenterait les sympathies et l'influence russe.

Les Roumains pour point d'appui, tel est le moyen principal.

Quant aux transitions par où l'on doit passer et les moyens secondaires dont on se servira, ils se révéleront au fur et à mesure des événements. Mais on doit nécessairement commencer par obliger les Autrichiens à évacuer les Principautés; par permettre aux Moldo-Valaques de se réunir en un seul Etat et de se reconstituer dans leur élément national en se purifiant de tous les éléments impurs d'origine russe, qui ne se conservent encore que par la force des baïonnettes autrichiennes, afin qu'ils puissent entrer immédiatement en ligne de bataille contre la Russie, avec une armée de cent mille hommes.

On doit en même temps déclarer l'égalité complète de tous les habitants de la Turquie, et assurer à la Grèce, en dédommageant l'Empire turc par les possessions russes en Asie, une augmentation de territoire.

On lui donnerait ainsi les conditions indispensables de pouvoir vivre et prospérer.

Alors, Grecs et Slaves, comme les Roumains, seront de cœur et d'âme avec l'Occident contre la Russie; la Pologne aura une garantie positive pour sa propre reconstitution, et acquérera des forces pour combattre ses oppresseurs; et l'Europe tout entière acclamera avec transport cette résurrection, cette palingénésie de l'Orient.

